


“90 % des élèves en menuiserie N'ONT PAS CHOISI D'ÊTRE LÀ”

 Joseph Thonon, président de la CGSP-enseignement, livre son opinion sur le système scolaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le niveau général de l'enseignement belge est l'un des plus bas d'Europe. Comment expliquez-vous cela ?

“Le gros problème, c'est le tri. On est les champions du monde en la matière. La sélection des élèves commence dès la maternelle. Quand un élève arrive à l'école, on l'observe un an ou deux et si l'on voit qu'il y a des difficultés, on va le mettre de côté. En secondaire, si l'on prend une troisième professionnelle, il est certain que 90 % des élèves en menuiserie n'ont pas choisi d'être menuisiers. Ils sont là parce qu'il y a eu un tri. Pour le redoublement, c'est la même chose ! Entre 40 et 45 % des élèves ont doublé au moins une fois quand ils arrivent en rhéto. Au niveau du redoublement, on n'est pas loin d'être les champions du monde alors que l'on sait que ça ne sert pratiquement à rien ! Le redoublement est inutile dans pratiquement tous les cas. Entre 2005 et 2015, le nombre d'élèves dans l'enseignement spécialisé a augmenté de 20 % ! Ça ne veut bien sûr pas dire qu'il y a 20 % d'enfants handicapés en plus. Normalement, l'enseignement spécialisé est censé aider les élèves à retourner dans l'enseignement ordinaire. Dans les faits, on s'aperçoit que quand ils sont dans l'enseignement spécialisé, ils y restent.”

Au moment de la rentrée des classes, les élèves sans

école étaient au centre de l'attention. Quelle est l'ampleur réelle du problème du manque de places ?

“Cette année, à la rentrée, les journaux titraient sur les 300 puis 60 élèves toujours sans école. Il y avait pourtant 1.200 places libres. Il y a des places ! Le problème c'est qu'il y a des écoles de relégation. Les parents veulent les meilleures écoles pour leurs enfants, c'est normal. Ils n'ont pas envie d'inscrire leur enfant dans des écoles qui ont mauvaise réputation.”

Pensez-vous que le décret inscriptions soit la solution à ce problème ?

“Si on laisse la liberté complète aux parents, on va se retrouver avec des gens qui font la file et qui campent devant des écoles. Ou alors on ferait en sorte de tirer les écoles au hasard, comme le décret de Marie Arena. Le décret inscriptions est très critiqué mais on ne sait pas par quoi il pourrait être remplacé. Personnellement, je serais en faveur d'une carte scolaire, comme en France.”

Êtes-vous optimiste quant à l'avenir du Pacte d'Excellence ?

“Le Pacte est un peu en rade pour des raisons politiques. On a un gouvernement avec deux partis, le PS et le CDH, qui dorment dans le même lit mais qui se tournent le dos depuis que Lutgen a décidé de claquer la porte. Les deux partenaires ne se font pas confiance sur certains dossiers. Ils ont l'impression qu'ils vont se faire avoir. Il y a encore des nœuds à résoudre pour pouvoir avancer. Il faudra aussi voir le résultat des élections. Ça fait des années maintenant que le CDH est à la manœuvre.”

Interview > Maïli Bernaerts